

UNE SEMAINE SANS TEMPS MORT !

Grosses échéances pour une semaine XXL !

Après le succès de la journée sans cheminot-e-s du 14 Mai, c'est une semaine importante pour le mouvement social qui s'ouvre dès le 21 Mai

- ➔ **Le 22 Mai**, convergeons ensemble, public, privé, secteurs en lutte, partout en France.
- ➔ **Le 23 Mai**, journée de grève des cheminot-e-s avec publication des résultats du VOT'Action.
- ➔ **Le 24 Mai**, journée de grève des cheminot-e-s du calendrier.
- ➔ **Le 25 Mai**, les organisations syndicales sont reçues à Matignon où E. Philippe doit annoncer les pistes pour la reprise de la dette et la feuille de route « sociale » de la loi !
- ➔ **Le 26 Mai**, appel à une marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité, lancé par un collectif national regroupant syndicats, associations et partis, parce qu'agréger nos luttes et amplifier la mobilisation restent déterminants pour faire reculer Macron.

Un calendrier de grève inamovible... à l'efficacité discutable et qui nie la convergence !

Même si le préavis SUD-Rail permet à chaque cheminot-e de s'inscrire dans les mobilisations de la semaine, SUD-Rail porte la nécessité d'organiser des actions permettant de faire converger les luttes et les rendre moins lisibles pour une direction SNCF qui s'organise pour mettre tous ses moyens sur les journées prévues.

Alors que **le 22 Mai** arbore les objectifs d'une convergence portée par beaucoup d'AG et de cheminot-e-s, que **le 25 Mai**, les fédérations syndicales seront reçues par le 1^{er} Ministre avant la journée du **26 Mai** où la quasi-totalité des composantes du mouvement social appelle à une journée d'action, comment expliquer cette volonté de rester enfermé sur un calendrier sans enjeux ?!

Pour SUD-Rail, il faut renforcer la mobilisation, faire vivre la grève, l'étendre pour être efficace, mais cela doit se faire en fixant des perspectives, en convergeant les luttes !!!



Pour SUD-Rail, c'est bien le Pacte Ferroviaire qu'il faut réécrire et non pas amender un texte qui va bénéficier aux patrons sur le dos des salarié-e-s et des usagers !

Alors que depuis des semaines, les grévistes exigent le retrait du pacte ferroviaire avant l'ouverture de négociations sur 8 points qui garantiraient l'avenir du service public ferroviaire, celui des cheminot-e-s et fermeraient la porte à toutes les formes de dumping social, certaines fédérations ont, malgré tout, choisi d'amender un texte qui passera au Sénat à partir du 29 Mai.

Pour SUD-Rail, l'unité syndicale c'est d'abord l'unité dans l'action et dans la revendication du retrait du pacte ferroviaire contre une réelle réintégration du système ferroviaire, sur les plans juridiques et organisationnels.

Pour SUD-Rail, l'unité syndicale n'a de sens que pour revenir sur la fragmentation par activités en repensant la structuration des fonctions et des métiers pour la rendre cohérente avec la logique « système », dans une seule entité et non 5 comme le propose PEPY.

Socialement, la concurrence se traduit principalement en dumping social d'un repreneur à l'autre. Elle ne fait donc que renforcer la maltraitance sociale. Son abandon, la ré-internalisation de l'ensemble des filiales dans une seule entreprise et des métiers du ferroviaire (*restauration ferroviaire, manutention ferroviaire, services en gare, ...*) dans une convention collective, au moins égale au statut et à la réglementation SNCF, est nécessaire !

Nous avons un contre-projet viable, socialement et économiquement ambitieux pour les usagers, les cheminot-e-s et le service public.

L'unité syndicale et le rapport de force construits par les cheminot-e-s grévistes ne doit pas servir à négocier la longueur des chaînes, chacun doit s'engager dans le retrait du pacte ferroviaire !

UN AUTRE PROJET QUI NE POURRA PAS SE FAIRE AVEC G. PEPY !

Acteur principal de toutes les mauvaises réformes et de tous les reculs sociaux depuis 1996, il porte aujourd'hui un projet qui veut découper l'entreprise au moins en 5 entités distinctes, sans unité sociale et économique, avec à la clé une renégociation à la baisse du contrat social des cheminot-e-s !

Alors qu'il prône la fin de tous les accords transverses, la filialisation du Fret ferroviaire et des gares ainsi que la poursuite de la politique d'externalisation et de morcellement de l'entreprise : **Il doit partir !**

Il est celui qui veut tuer l'entreprise et les cheminot-e-s !
Il ne peut être porteur d'un projet d'avenir pour les cheminot-e-s !

**À l'image de ce qui s'est passé à Air France,
PEPY DOIT DÉMISSIONNER !**



Ensemble, nous serons plus forts pour nous organiser et répondre présents aux prochains rendez-vous, dans les manifestations et les actions interprofessionnelles, le 22 mai avec la fonction publique et les autres secteurs en lutte, convergeons pour exiger une autre politique que celle des patrons !

**Le 25 mai, pour un rendez-vous décisif à Matignon avant le passage du projet de loi au Sénat !
Le 29 Mai et tous ensemble dans la rue le 26 Mai pour la marée populaire, on continue !**

Les patrons et le gouvernement devront nous écouter !!!